



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER

Solidarités - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 a créé les Conseils citoyens. Ce sont des instances de démocratie participative mises en place à l'initiative des collectivités, de leurs groupements et de l'Etat, dans le cadre du contrat de ville. Les conseils citoyens doivent permettre le recueil de « *l'expertise d'usage* » par l'habitant dont on entend rarement la voix. Ils doivent être des espaces de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. La loi prévoit également que les conseils citoyens soient autonomes et indépendants.

Les 13 conseils citoyens montpelliérains concernent les quartiers politique de la ville : Aiguelongue, Celleneuve, Cévennes, Figuerolles, Gély, Hauts de Massane, Lemasson, Paillade, Pas du Loup Val de Croze, Petit Bard Pergola, Pompignane, Près d'Arènes, Vert Bois. Ils ont été mis initialement en place fin 2015, puis renouvelés une première fois en 2018. Rencontrant des difficultés de fonctionnement, un nouveau renouvellement partiel a été réalisé à la fin de l'année 2021, selon les principes édictés par la délibération du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021. Ce renouvellement s'est opéré en trois phases :

- La sollicitation par courrier des conseillers citoyens actuels afin de connaître leur souhait de poursuivre ou non leur mandat ;
- Pour les sièges laissés vacants, un appel à volontariats avec des actions de sensibilisation visant à susciter les candidatures ;
- Un tirage au sort pour 4 conseils citoyens n'atteignant pas 15 candidatures : Aiguelongue, Gély, Lemasson, Vert-Bois.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole met en place des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant : local entièrement équipé indépendant, ordinateur, téléphone, ainsi qu'une subvention annuelle permettant la prise en charge des dépenses inhérentes à l'organisation de réunions, d'éventuels frais de déplacement de ses représentants, des outils de communication pour mobiliser les habitants...

Cette subvention de fonctionnement sera, pour l'année 2022, proratisée au nombre de conseillers citoyens.

La répartition proposée est donc la suivante :

| Conseil Citoyen | Nombre de conseillers citoyens | Subvention proposée, en euros |
|----------------------------|---|--|
| Aiguelongue | 15 | 1 500 |
| Celleneuve | 21 | 2 100 |
| Cévennes | 24 | 2 400 |
| Figuerolles | 29 | 2 900 |
| Gély | 15 | 1 500 |
| Hauts de Massane | 25 | 2 500 |
| Lemasson | 15 | 1 500 |
| Paillade | 38 | 3 800 |
| Pas du Loup – Val de Croze | 16 | 1 600 |
| Petit-Bard Pergola | 28 | 2 800 |
| Pompignane | 17 | 1 700 |
| Près d'Arènes | 25 | 2 500 |
| Vert-Bois | 15 | 1 500 |
| TOTAL | 283 | 28 300 |

Des crédits supplémentaires pourront par ailleurs être attribués en cours d'année aux conseils citoyens qui souhaiteraient mettre en œuvre des projets s'inscrivant dans les objectifs du contrat de ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'accorder à chaque conseil citoyen une subvention pour leur fonctionnement courant, selon le tableau de répartition proposé ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-179505-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type CC 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.